

**Arrêté préfectoral DCPAT n°2019-162, du 2 octobre 2019, mettant en demeure la société Mazeau Recyclage de respecter les dispositions 8.1.5.3 et 8.1.5.4 de l'arrêté préfectoral DRE n°2015-142 du 3 août 2015 pour les installations qu'elle exploite au 35, route du bassin n°6 à Gennevilliers.**

LE PREFET DES HAUTS-DE-SEINE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

- Vu** le code de l'environnement, partie législative et réglementaire,
- Vu** le décret du 23 août 2016 portant nomination de monsieur Pierre Soubelet en qualité de Préfet des Hauts-de-Seine (hors classe),
- Vu** le décret du 22 août 2017 portant nomination de monsieur Vincent Berton, en qualité de secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté MCI n°2017-52 du 31 août 2017 portant délégation de signature à monsieur Vincent Berton, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,
- Vu** l'arrêté DRE n°2015-142 du 3 août 2015 autorisant les établissements Mazeau Recyclage à exploiter une zone de transit multimodal de métaux et de matériaux issus de la démolition, en vue de leur recyclage au 35, route du Bassin n°6 à Gennevilliers.
- Vu** le rapport de madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie d'Ile-de-France (DRIEE) en date du 24 juillet 2019 relevant, lors de la visite d'inspection réalisée le 11 juillet 2019, 2 non-conformités notables portant sur le non respect des articles 8.1.5.3 relatif aux matériaux de démolition réceptionnés sur le site et 8.1.5.4 relatif aux ferrailles réceptionnées sur le site de l'arrêté préfectoral DRE n° 2015-142 du 3 août 2015, dans la mesure où :
- les tas de matériaux de démolition dépassent de loin les volumes imposés et sont susceptibles de basculer par-dessus le mur du site,
  - les tas de ferrailles dépassent nettement la hauteur maximale autorisée.
- Vu** le courrier préfectoral en date du 24 juillet 2019, transmettant à la société Mazeau Recyclage le rapport précité du 24 juillet 2019 et l'informant de la proposition faite au préfet de le mettre en demeure de respecter les articles 8.1.5.3 et 8.1.5.4 de l'arrêté préfectoral DRE n° 2015-142 du 3 août 2015, dans un délai de 2 mois et de la possibilité de formuler des observations dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier,
- Vu** l'absence d'observation,

**Considérant** que face aux manquements constatés et aux enjeux existant en termes de risques accidentels, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société Mazeau Recyclages de respecter les articles 8.1.5.3 et 8.1.5.4 de l'arrêté préfectoral DRE n° 2015-142 du 3 août 2015 précité afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement,

**Sur proposition** de monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine,

## ARRETE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> :

La société Mazeau Recyclage est mise en demeure de respecter l'article 8.1.5.3 de l'arrêté préfectoral DRE n° 2015-142 du 3 août 2015 relatif aux matériaux de démolition réceptionnés pour les installations qu'elle exploite au 35, route du Bassin n°6 à Gennevilliers.

Elle devra prendre, dans un délai de 2 mois, les mesures permettant de s'assurer que les matériaux inertes de démolition mis en tas sur l'aire d'entreposage dédiée, en attente de broyage/criblage ou d'expédition ne dépassent pas 10 mètres de diamètre et que leurs hauteurs maximales ne dépassent pas 4 mètres. Un maximum de 11 tas sera constitué.

### ARTICLE 2 :

La société Mazeau Recyclage est mise en demeure de respecter les articles 8.1.5.4 de l'arrêté préfectoral DRE n° 2015-142 du 3 août 2015 relatif aux ferrailles réceptionnés pour les installations qu'elle exploite au 35, route du Bassin n°6 à Gennevilliers.

Elle devra prendre, dans un délai de 2 mois, les mesures permettant de s'assurer que :

- les ferrailles admises sur le site, en attente de cisailage, soient mises en tas sur l'aire d'entreposage dédiée à l'expédition et ne dépassent pas 10 mètres de diamètre, que leurs hauteurs maximales ne dépassent pas 4 mètres, qu'un maximum de 5 tas soit constitué et enfin que la durée d'entreposage des ferrailles ne doit pas dépasser un an.
- les ferrailles pressées mises en tas ne dépassent pas 10 mètres de diamètre, que leurs hauteurs maximales ne dépassent pas 4 mètres environ, qu'un maximum de 4 tas en sortie de presse et de 5 tas sur l'aire d'expédition soit constitué.

### ARTICLE 3 :

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux.

### ARTICLE 4 :

La présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente dans un délai de 2 mois à compter de sa notification ou de sa publication. Dans ce délai, cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique. Ce recours administratif prolonge de deux mois le délai de recours contentieux.

### ARTICLE 5 :

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture des Hauts-de-Seine, pendant une durée d'un mois. Un affichage est effectué en mairie de Gennevilliers, dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du code de l'environnement.

### ARTICLE 6 :

Monsieur le secrétaire général de la préfecture des Hauts-de-Seine, monsieur le maire de Gennevilliers, madame la cheffe de l'unité départementale des Hauts-de-Seine de la Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement et de l'Energie en Ile-de-France, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le Préfet et par délégation  
le Préfet Général

Vincent BERTON